

students, professors, and administrators are represented, Dr. Ross attributes to “the absence of a central authority (‘the hole in the center’)” (p. 276). However, the ambiguity of this proposal leaves it open to question whether the author is lamenting the decline of presidential leadership or simply is advocating the need to foster a generalized loyalty to a loosely formulated ideal which will prevent ideological differences affecting all areas of university life. However, in the final analysis, much of the fragmentation of loyalty among faculty members in any particular university originates on the inter-departmental level, and may constitute a more subtle, pervasive, and long-lasting influence than the ideological differences stressed by the author. Attempts to reform governing structures of the university cannot be separated from the basic realities of present arrangements which seem well-adapted to the interests they serve. Therefore, in the absence of any convincing arguments against the arrangements which preserve the diversity of academic life, there is no reason to admit the superiority of recommendations for increased unity and central authority in academic affairs.

While Dr. Ross’s theory that “the greater the internal coherence and strength of the university, the greater its independence and autonomy” (p. 279) is persuasive in its generality, suggestions as to the means for obtaining the desired coherence and strength are not to be found in this book. However, this cannot be counted as a fatal flaw, for two reasons. First, the proposal of specific solutions is not among the objectives of the book stated in the preface, and second, it is too much to expect a single mind to resolve the complex and perplexing problems that plague the modern university. What Dr. Ross does advocate is a shift in attitude, involving a restoration of faith in the university as an institution and a sense of trust in one’s colleagues. This is not a solution, but a recommendation for a suitable atmosphere in which problems may be approached. The solutions themselves will gradually emerge on an incremental basis from the accumulation of decisions taken by university committees, faculty associations, student organizations, administrative officers, governing bodies, and ministerial departments, within a context of improved channels of communication between the various university constituencies and between the university and the wider society of which it is a part. All segments of the university community and members of the general public concerned about the future of the institution will profit from an encounter with this readable, opportune, and wisely conceived book.

James B. Hartman
Algoma University College

Rapport intérimaire du Conseil des universités sur les objectifs de la recherche universitaire.
Québec: Editeur officiel du Québec, 1975. 277 pp.

Ce rapport contient huit recommandations du Conseil des universités au ministre de l’éducation du Québec, portant sur les objectifs de la recherche universitaire, sur l’élaboration d’une politique de la recherche au Québec, sur une politique universitaire de la recherche libre et orientée, et sur l’organisation de l’enseignement et de la recherche. Ce document comprend aussi plusieurs annexes, dont le rapport du Comité sur les objectifs de la recherche universi-

taire (Rapport Lalancette juin 1974) ainsi que les commentaires des universités québécoises sur les recommandations du Conseil des universités.

Notons d'abord que certaines des recommandations du Conseil ne pèchent pas par excès de précision. Elles sont rédigées dans des termes vagues et traditionnels, peu susceptibles de soulever de controverse. Ainsi, on propose comme objectifs à la recherche universitaire: a) l'accroissement des connaissances; b) la transmission et la diffusion du savoir; et la formation des chercheurs; c) une contribution au développement social, culturel, économique et technologique au Québec. Cet énoncé ne risque pas de susciter de querelle. On aurait aimé cependant que le Conseil mette l'accent sur la recherche universitaire comme analyse critique de la société québécoise contemporaine, et comme agent de changement et de progrès de cette société. L'objectif de contribution au développement prendrait alors un sens plus précis, tout en demeurant dans le cadre des traditions universitaires.

Le Conseil réclame aussi sur un ton poli mais pressant, l'élaboration d'une politique scientifique québécoise. La carence du Québec est bien comme dans le domaine de la planification et de l'élaboration de politiques de longue période; elle affecte pratiquement tous les secteurs de la société à l'exception de l'éducation et des services sociaux et de santé, dans une certaine mesure. Cette carence saute aux yeux lorsque le Conseil formule ses recommandations quant à la politique de la recherche universitaire. Les suggestions du Conseil demeureront platoniques aussi longtemps que les priorités sociales, économiques et scientifiques du Québec n'auront pas été établies au moins à moyen terme.

La politique de la recherche universitaire proposée par le Conseil est bien équilibrée et stimulante. Ainsi, le Conseil réaffirme d'abord la nécessité de la recherche universitaire libre (i.e. non commanditée) et autonome, tout en suggérant que les regroupements de chercheurs soient favorisés. Toutefois, relativement aux moyens, il aurait fallu que le Conseil soit moins timide et aille plus loin que de demander qu'on s'efforce de mieux définir les politiques de soutien à la recherche libre. En effet, tous les chercheurs connaissent bien le caractère scandaleux de la situation à cet égard. En ce qui a trait à la recherche orientée, (i.e. commanditée), le Conseil reconnaît le rôle déjà important joué par les chercheurs universitaires dans ce domaine; il recommande que les besoins soient définis d'une manière plus large, et que les efforts consentis soient coordonnés.

Enfin, le Conseil accorde son appui aux professeurs qui désirent poursuivre des activités simultanées de recherche et d'enseignement. A première vue, cet appui peut paraître superflu. Cependant, le professeur d'université n'est pas immunisé contre les tendances à la parcellisation des tâches, et il n'est pas inutile de réaffirmer que la recherche est un soutien indispensable à l'enseignement universitaire digne de ce nom.

Claude Rondeau
Université de Montréal

Report of the Consultative Group on Survey Research, *Survey Research*. Ottawa: Canada Council, 1976.

This is a report by nine social scientists commissioned by Canada Council to examine the problems of survey research in Canada. The Report is divided into two parts. The first